Les experts du numérique, trop peu nombreux à l'Assemblée nationale

Ils ont commencé leur mandat officiellement le mercredi 22 juin, mais c'est cette semaine que les 577 députés, nouveaux ou reconduits, vont siéger pour la première fois au cœur de l'Assemblée nationale renouvelée. Et on constate encore les profils experts du numérique se comptent sur les doigts d'une main.

Temps de lecture : minute

27 juin 2022

" Aujourd'hui, se pose fortement la question du numérique dans les campagnes et les quartiers. L'éloignement de la République par le numérique (...) ça blesse les gens, ça produit du ressentiment. " Le 22 juin dernier, François Ruffin prend clairement position sur le plateau de " C à vous " (sur France 5) pour la réduction de la fracture numérique qui sévit dans l'Hexagone. Réélu dans sa circonscription de la Somme, l'infatigable député de la France Insoumise fait d'habitude surtout entendre sa voix pour dénoncer les effets de la mondialisation ou la suppression des services publics.

Cette question de la fracture numérique avant les élections législatives, quasiment tous les candidats à un poste de député l'ont évoqué dans leur programme, et ce quel que soit leur parti politique. Mais, une fois installés à l'Assemblée nationale, quid de leur volonté à porter ce dossier et d'autres liés au numérique ?

" Il ne faut pas se raconter d'histoires " lâche sans hésiter Gilles Babinet, expert à l'Institut Montaigne. " L'Assemblée nationale n'a pas été force de proposition lors de la précédente mandature et pourtant elle aurait dû l'être. Le numérique reste secondaire pour nos députés, c'est une réalité. " Les dernières avancées sur les enjeux numériques sont surtout venues directement du gouvernement : le lancement d'une stratégie nationale pour l'Intelligence Artificielle en 2018, la modernisation des services publics pour un " Etat plus numérique ".

Ces députés "pro-tech" qu'on ne verra plus...

Le départ de certains députés n'augurent aucun changement positif. Plusieurs députés considérés comme " experts du numérique" ne seront plus présents sur les bancs de cette nouvelle Assemblée nationale. Paula Forteza, ex-députée LREM qui a milité pendant cinq ans pour un numérique plus éthique, jette l'éponge. Autre figure phare du secteur, l'ancien secrétaire d'État au Numérique, Mounir Mahjoubi (LREM) a également décidé de quitter la vie

politique pour retourner à l'entrepreneuriat. Cédric Villani, auteur du rapport sur l'intelligence artificielle commandé par le gouvernement, passé à la Nupes, n'a lui pas été réélu.

...et ceux qui vont défendre les enjeux numériques

Mais le tableau n'est pas si sombre. Parmi les députés engagés sur le digital, Constance le Bris a été réélue dans les Hauts de Seine. Ex-députée Les républicains, elle a choisi lors des dernières législatives de se rallier au parti d'Emmanuel Macron. L'élue est membre notamment du Conseil national du numérique.

Dans la catégorie nouveaux entrants, et du côté de la France Insoumise, Antoine Léaument va rejoindre le petit groupe des "experts" dans l'hémicycle. Il a été responsable de la communication numérique de Jean-Luc Mélenchon.

Par ailleurs, le macroniste Mounir Belhamiti fait aussi son retour à l'Assemblée nationale: ce cadre ingénieur dans le numérique est élu à Nantes.

Parmi les fervents défenseurs de la cause "Tech", on trouve bien sûr Eric Bothorel, le député des Côtes d'Armor. Le Breton a porté de nombreux dossiers ces cinq dernières années : la loi sur la sécurité des téléphones mobiles, la fiscalité numérique, ou surtout la cybersécurité à l'échelle européenne.

" Si vous voulez parler au plus grand nombre de nos citoyens, il vaut mieux faire un texte sur la voiture ou les insecticides que sur le métaverse, c'est une certitude " confie Eric Bothorel " Je n'ai pas choisi le dossier qui fait parler. En clair, ce ne sont pas les sujets numériques qui vont vous faire connaître, il ne faut pas miser dessus ! " Et pourtant, le numérique est quasiment présent dans tous les domaines. " Lorsque vous faites une loi sur le climat, ou sur la santé ...à un moment vous allez forcément parler de numérique. " précise le député des Côtes d'Armor. Preuve que le sujet doit être pris à bras le corps et sous tous ces angles, celui de l'innovation, du développement, du financement sans oublier son impact environnemental.

Article écrit par Céline Martelet